

Le porte-parole de « Sortir du nucléaire » en garde à vue

mardi 25 mars 2008, par [BESANCENOT Olivier](#), [Le Monde](#), [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mars 2008).

Sommaire

- [Libérez Stéphane Lhomme](#)
- [Le porte-parole du Réseau \(...\)](#)

Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau Sortir du nucléaire, a été placé en garde à vue, mardi 25 mars, dans les locaux de la direction de la surveillance du territoire (DST). « *La DST a informé sa compagne qu'il avait été placé en garde en vue dès 14 heures*, a indiqué le leader altermondialiste José Bové à l'AFP. *On ne sait pas pour combien de temps* ».

Stéphane Lhomme avait été convoqué par la DST dans le cadre de l'enquête sur le document classé « confidentiel défense », que s'était procuré Sortir du nucléaire et dont il ressortait que les réacteurs de type EPR, dont un est en construction à Flamanville (Manche), n'étaient pas conçus pour résister au choc provoqué par la chute d'un avion de ligne.

MANIFESTATIONS DE SOUTIEN

José Bové et une cinquantaine de personnes, dont le sénateur Vert du Haut-Rhin, Jacques Muller, ont participé mardi en fin de matinée à un rassemblement de soutien à Stéphane Lhomme devant le siège de la DST à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). La convocation de Stéphane Lhomme et les menaces de sanction qui pèsent sur lui « *sont absolument inacceptables* », a estimé le sénateur. Une autre manifestation de soutien a également eu lieu à Bordeaux à l'initiative du frère de M. Lhomme.

Une copie de ce document classé « confidentiel défense » avait été saisie le 16 mai 2006 lors d'une perquisition au domicile de M. Lhomme. Dès le lendemain de cette intervention, le 17 mai 2006, Sortir du nucléaire et d'autres associations avaient décidé de publier une copie numérisée de ce document sur leurs sites Internet. Selon le réseau, Stéphane Lhomme encourt cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende, simplement pour avoir détenu ce document.

LEMONDE.FR avec AFP | 25.03.08 | 18h19 • Mis à jour le 25.03.08 | 18h46

Libérez Stéphane Lhomme

Déclaration d'Olivier Besancenot

Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau « Sortir du nucléaire » vient d'être mis en garde à vue,

suite à sa convocation dans les locaux de la DST, aujourd'hui à 14h.

Déjà, en 2006, il avait été perquisitionné et placé en garde à vue après la publication d'un document « confidentiel défense » faisant état de la vulnérabilité du réacteur nucléaire EPR confronté à crash suicide avec un avion de ligne.

Cette fois-ci, la DST le convoquait au sujet de la mise en ligne de ce document.

Le document concerné est un pavé dans le jardin des réacteurs nucléaires de la 3^e génération en construction à Flamanville. Les poursuites contre Stéphane Lhomme montre bien que le lobby nucléaire entraîne l'absence de démocratie et de transparence, afin de cacher les dangers potentiels encourus par la population.

Je suis totalement solidaire de Stéphane Lhomme, qui est déjà menacé de 5 ans de prison et de 75 000 euros d'amende, et du réseau « Sortir du nucléaire »

Stéphane Lhomme doit être immédiatement libéré et les poursuites à son égard levées.

Le 25 mars 2008.

Le porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire » en garde à vue

Stéphane Lhomme a été mis en garde à vue depuis ce mardi 25 mars à 14h dans les locaux de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) au 84 rue de Villiers à Levallois-Perret. Cette affaire concerne la publication par le Réseau « Sortir du nucléaire » d'un document classé « Confidentiel défense » révélant la vulnérabilité du réacteur EPR en cas de crash suicide d'un avion de ligne. Pour la seule détention de ce document, Stéphane Lhomme risque 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende.

Pour que toute la transparence soit faite sur ce dossier, le Réseau « Sortir du nucléaire » publie à nouveau sur son site internet ce document classé « Confidentiel défense ».

En mai 2006, en soutien à la démarche du Réseau « Sortir du nucléaire », une centaine d'associations et de parlementaires avaient publié une copie du document en question sur leurs sites webs respectifs.

Il est parfaitement injustifié que Stéphane Lhomme et le Réseau « Sortir du nucléaire » soient inquiétés alors qu'ils essayent courageusement d'exercer leur mission d'information citoyenne.

Réseau « Sortir du nucléaire »